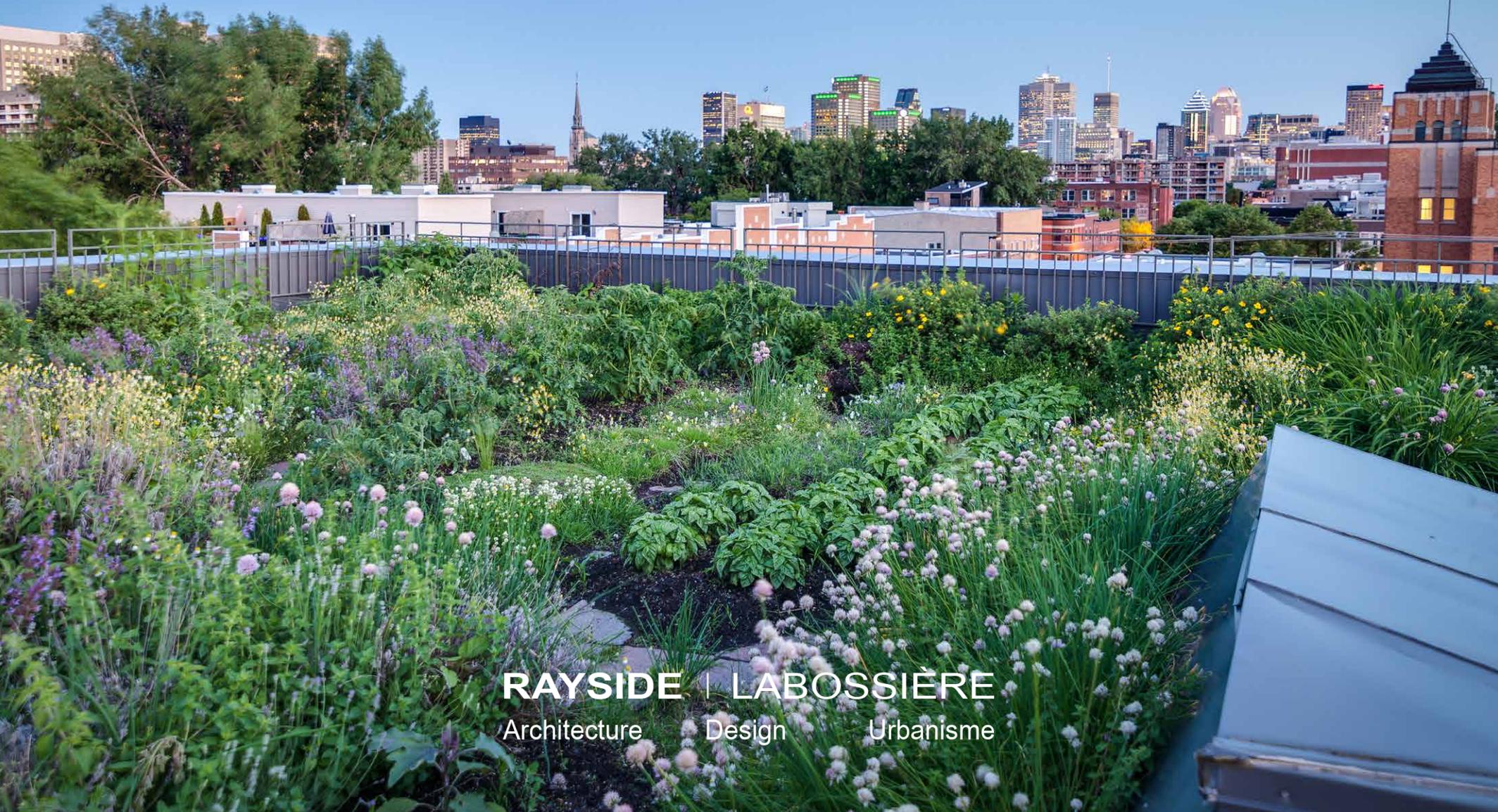


Novembre 2016

L'AMÉNAGEMENT DES BÂTIMENTS DANS UNE PERSPECTIVE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

PERSPECTIVE DES ARCHITECTES ET DES URBANISTES

Mémoire soumis à la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs



RAYSIDE | LABOSSIÈRE
Architecture | Design | Urbanisme

UN BUREAU SOCIALEMENT ENGAGÉ

- > Environ 30 employés et stagiaires
- > Entreprise privée avec un fonctionnement d'OBNL
- > Impliqués dans plusieurs quartiers montréalais
- > Participation en notre nom et au nom de nos partenaires aux grands débats publics



/ CONTEXTE CONTEXTE GÉNÉRAL

- > La Conférence de Paris de 2015 sur le climat (COP21)
- > Les consultations de l'OCPM #VertMtl
- > Réveil général de la société civile
- > Élections fédérales de 2015



LA TABLE-RONDE DES PROFESSIONNELLS DE L'AMÉNAGEMENT

- > 30 professionnels de l'architecture et de l'urbanisme se sont réunis **autour d'un verre de vin**
- > Cette table ronde avait pour objectif d'identifier des pistes d'action concrètes pour :
 - +Inciter les architectes et les promoteurs immobiliers à concevoir des bâtiments à faible impact écologique
 - +Mieux encadrer le développement urbain



Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques
Québec

Accueil | Plan du site | Nous joindre | Portail Québec | À propos du site | Recherche | English

Le ministre | Le Ministère | Air et changements climatiques | Biodiversité | Développement durable | Eau | Évaluations environnementales
Matières résiduelles | Milieu agricole | Milieu industriel | Pesticides | Regards sur l'environnement | Terrains contaminés

Développement durable

À propos du développement durable >
Loi sur le développement durable >

Stratégie de développement durable >
Plans d'action >
Indicateurs >
Gestion environnementale >
Le Québec à Rio+20 >
Entreprises >
Outils pour une démarche de développement durable >
Foire aux questions >

Plans d'action de développement durable des ministères et organismes

En vertu de la Loi sur le développement durable, tous les ministères, organismes et entreprises du gouvernement doivent produire un Plan d'action de développement durable qui permet, notamment, à chacun de préciser sa contribution à la mise en œuvre des objectifs de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013.

Le Ministère soutient les ministères et organismes dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs Plans d'action de développement durable. Il met à jour périodiquement la liste de ces plans d'action.

Un portrait synthèse des premiers plans d'actions de développement durable des ministères et organismes a été élaboré. Ce portrait constitue l'image initiale de l'engagement pris par l'ensemble des organisations de l'administration québécoise.

- Portrait synthèse des premiers plans d'action de développement durable de l'administration publique québécoise (format PDF, 226 ko)
- Pour mieux comprendre : [La démarche québécoise prend racine](#)

Liste des plans d'action (en date du 8 mars 2013)

- Agence métropolitaine de transport
- Autorité des marchés financiers
- Bibliothèque et archives nationales du Québec
- Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
 - Atouts et clarifications - période 2013-2015
- Bureau du coroner
- Bureau du forestier en chef
- Caisse de dépôt et placement du Québec
- Centre de la francophonie des Amériques
- Centre de recherche industrielle du Québec
- Centre de services partagés du Québec
- Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale
- Comité de déontologie policière
- Commissaire à la déontologie policière
- Commissaire à la santé et au bien-être
- Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
- Commission de la capitale nationale du Québec
- Commission de la construction du Québec
- Commission de la qualité de l'environnement Kativik
- Commission de la santé et de la sécurité du travail
- Commission de l'équité salariale
- Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ)
- Commission de toponymie du Québec
- Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
- Commission des lésions professionnelles
- Commission des normes du travail
- Commission d'évaluation de l'enseignement collégial
- Commission des relations du travail
- Commission des services juridiques

- Commission des transports du Québec
- Commission municipale du Québec
 - période 2009-2014
 - période 2009-2013
- Commission québécoise des libérations conditionnelles
- Conseil Cris-Québec sur la foresterie
- Conseil de gestion de l'assurance parentale
- Conseil de la justice administrative
- Conseil des appellations réservées et des termes valorisants
- Conseil des arts et des lettres du Québec
- Conseil du patrimoine culturel du Québec
- Conseil du statut de la femme
- Conseil supérieur de la langue française
- Conseil supérieur de l'éducation
- Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec
- Curateur public
- Directeur des poursuites criminelles et pénales
- École nationale de police du Québec
- École nationale des pompiers du Québec
- Financement-Québec
- Fondation de la faune du Québec
- Fonds d'aide aux recours collectifs
- Fonds de recherche du Québec - Santé
- Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies
- Fonds de recherche du Québec - Société et culture
- Héma-Québec
- Hydro Québec (et ses filiales)
- Institut de la statistique du Québec
- Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
- Institut national d'excellence en santé et services sociaux
- Institut national de santé publique du Québec
- Investissement Québec (et ses filiales)
- La Financière agricole du Québec
- Les Offices jeunesse internationaux du Québec - LOJIO
- Ministère de la Culture et des Communications
- Ministère de la Famille
- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
- Ministère de la Justice
- Ministère de la Santé et des Services sociaux
- Ministère de la Sécurité publique
- Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
- Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science
- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
- Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
- Ministère des Finances et de l'Économie - Secteur Économie
- Ministère des Finances et de l'Économie - Secteur Finances
- Ministère des Finances et de l'Économie - Secteur Tourisme
- Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion
- Ministère des Relations internationales et de la Francophonie
- Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
- Ministère des Transports
- Ministère du Conseil exécutif
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
- Ministère du Travail
- Musée d'Art contemporain de Montréal
- Musée de la civilisation
- Musée national des beaux-arts du Québec
- Office de la protection du consommateur
- Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs criss
- Office des personnes handicapées du Québec
- Office des professions du Québec
- Office québécois de la langue française
- Régie de l'Assurance maladie du Québec

- Régie de l'énergie
- Régie des alcools, des courses et des jeux
- Régie des installations olympiques
- Régie des Marchés agricoles et alimentaires du Québec
- Régie des rentes du Québec
- Régie du bâtiment du Québec
- Régie du cinéma
- Régie du logement
- Revenu Québec
- Secrétariat au Plan Nord
- Secrétariat du Conseil du trésor
- Société de développement de la Baie James
- Société de développement des entreprises culturelles
- Société de financement des infrastructures locales du Québec
- Société de la Place des arts de Montréal
- Société de l'assurance automobile du Québec
- Société de télédiffusion du Québec (Télé-Québec)
- Société des alcools du Québec
- Société des établissements de plein air du Québec
- Société des loteries du Québec (Loto-Québec et ses filiales)
- Société des traversiers du Québec
- Société d'habitation du Québec (et ses filiales)
- Société du Centre des congrès de Québec
- Société du Grand Théâtre de Québec
- Société du Palais des congrès de Montréal
- Société du parc industriel et portuaire de Récancour
- Société du port ferroviaire de Baie-Comeau-Hauterive
- Société québécoise de récupération et de recyclage (RECYC-QUÉBEC)
- Société québécoise d'information juridique
- Sûreté du Québec

/ PRINCIPALES RECOMMANDATIONS DES VILLES HUMAINES ET ATTRACTIVES

> Développement urbain

- + Humaniser la ville
- + Payer le vrai coût du développement

> Architecture

- + Améliorer la performance énergétique des bâtiments
- + Encourager le choix de composantes écologiques qui diminuent la consommation des énergies fossiles
- + Supprimer les sources de consommation d'énergies fossiles
- + Faciliter les déplacements actifs et les saines habitudes de vie

> Règlementation, politiques et processus

- + Fiscalité municipale
- + Monitoring et transparence
- + Formation et sensibilisation



/ PRINCIPALES RECOMMANDATIONS DÉVELOPPEMENT URBAIN

> Développement urbain

- + Humaniser la ville
- + Payer le vrai coût du développement

> Architecture

- + Améliorer la performance énergétique des bâtiments
- + Encourager le choix de composantes écologiques qui diminuent la consommation des énergies fossiles
- + Supprimer les sources de consommation d'énergies fossiles
- + Faciliter les déplacements actifs et les saines habitudes de vie

> Règlementation, politiques et processus

- + Fiscalité municipale
- + Monitoring et transparence
- + Formation et sensibilisation



/ PRINCIPALES RECOMMANDATIONS **ARCHITECTURE**

> Développement urbain

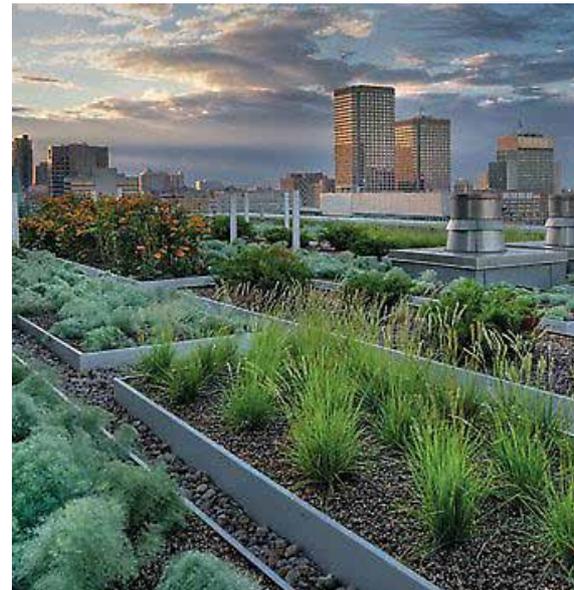
- + Humaniser la ville
- + Payer le vrai coût du développement

> **Architecture**

- + Améliorer la performance énergétique des bâtiments
- + Encourager le choix de composantes écologiques qui diminuent la consommation des énergies fossiles
- + Supprimer les sources de consommation d'énergies fossiles
- + Faciliter les déplacements actifs et les saines habitudes de vie

> Règlementation, politiques et processus

- + Fiscalité municipale
- + Monitoring et transparence
- + Formation et sensibilisation



/ PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

RÈGLEMENTATION, POLITIQUES ET PROCESSUS

> Développement urbain

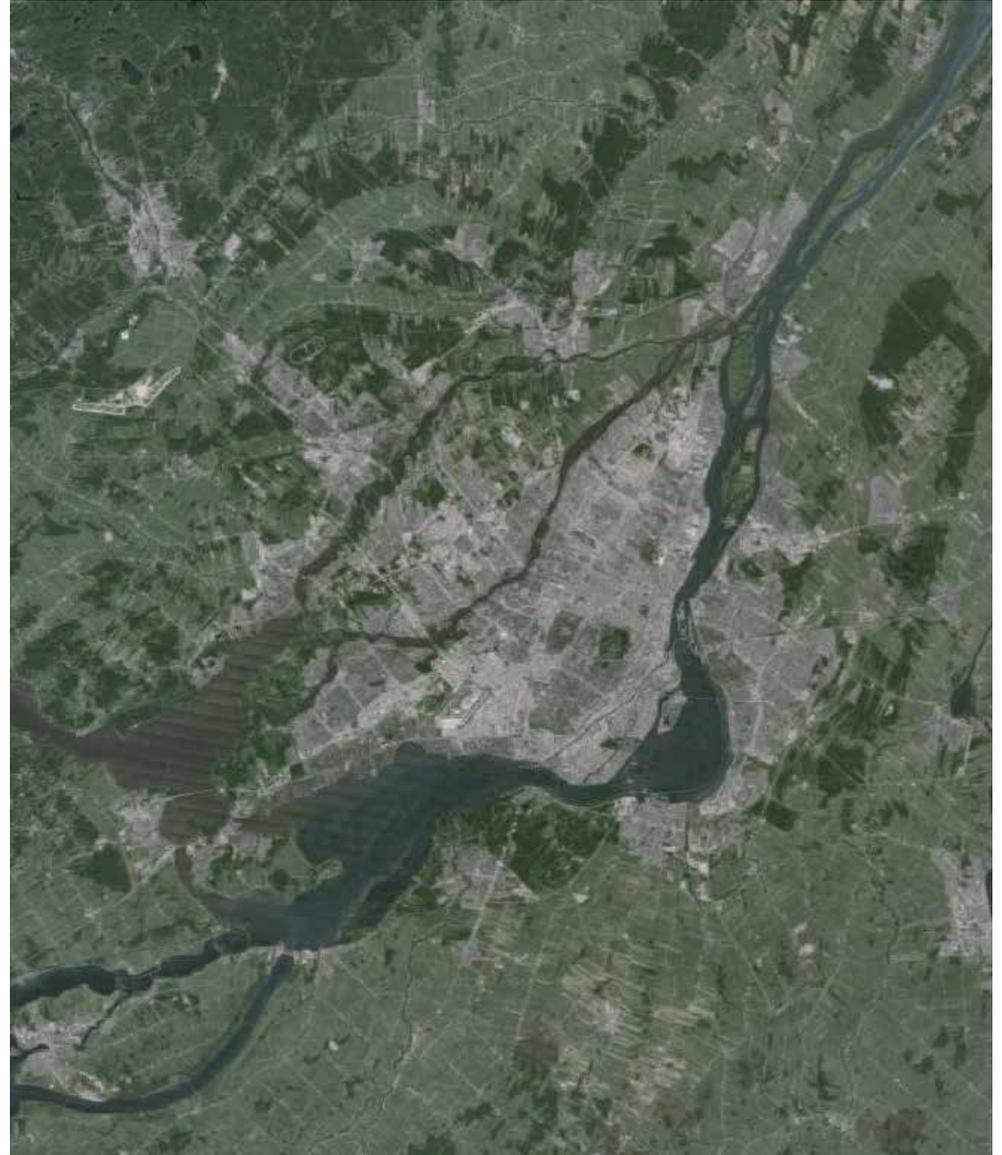
- + Humaniser la ville
- + Payer le vrai coût du développement

> Architecture

- + Améliorer la performance énergétique des bâtiments
- + Encourager le choix de composantes écologiques qui diminuent la consommation des énergies fossiles
- + Supprimer les sources de consommation d'énergies fossiles
- + Faciliter les déplacements actifs et les saines habitudes de vie

> Règlementation, politiques et processus

- + Fiscalité municipale
- + Monitoring et transparence
- + Formation et sensibilisation



/ PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

NOUVEAU PLAN D'ACTION

Étapes	Transport	Urbanisme	Architecture
0 - 5 ans	Mesures annoncées	Mesures annoncées	Mesures annoncées
5 - 10 ans	↓	↓	↓
10 - 15 ans			
15 - 20 ans			
20 - 25 ans			
	Application graduelle		

- + Configuration du territoire
- + Usage des énergies fossiles
- + Économie d'énergie
- + Ville intelligente / Gestion de la consommation
- + Communications / Sensibilisation

/ PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

NOUVEAU PLAN D'ACTION

	Transport		Urbanisme		Architecture	
	Vision	Interventions / Règlementation	Vision	Interventions / Règlementation	Vision	Interventions / Règlementation
Configuration du territoire	Dével. des infrastructures	Dével. des infra. de transport en commun Diminution du financement des infra. routières	Densité TOD	Révision des seuils de densité Développement des terrains vacants	Ville attrayante	Rehaussement de la qualité des milieux urbains
Usages d'énergies fossiles	Réduction de la demande	Taxe sur l'essence Subventionner les énergies propres	Ville Compacte	Taxer les coûts indirects à l'étalement Subventionner l'habitation en ville	Des bâtiments qui émettent moins de GES	Remplacement des infra. consommant des énergies fossiles Taxer la consommation énergétique
Économie d'énergie	Réduire l'auto solo	Taxe kilométrique Subventionner le transport en commun	Fin de la dépendance à l'automobile	Milieux de vie qui encouragent le transp. actif	Transfert énergie fossile	Révision majeure du Code Réglementation municipale plus sévère
Gestion de l'énergie		TEQ Implantation des infrastructures (bornes) pour le transport électrique		TEQ Coordination de la gestion énergétique		TEQ Compteur intelligent

